ALEXANDRE ADLER

Le problème de la corruption en URSS

A la fin de l'année 1981, la crise politique qui couvait au sein de la direction soviétique depuis la décision d'envahir l'Afghanistan, assumée par Brejnev et ses proches deux ans auparavant, finissait par éclater sur un mode entièrement nouveau, au regard des protocoles traditionnels de déroulement des affrontements politiques au sommet. L'ébranlement provenait, en effet, d'une série d'affaires mi-mondaines, mi-crapuleuses où se trouvaient gravement compromis les deux enfants du secrétaire général, Youri, par ailleurs ministre du Gouvernement soviétique et membre réeent du Comité central, ainsi que sa sœur Galina. Leur oncle, Semion Tsvigonn, qui assumait la vice-présidence du KGB, la Sécurité d'Etat, disparaissait quelques semaines plus tard dans des circonstances tragiques, où l'on voit généralement un suicide, sans doute pour avoir tenté de couvrir leurs agissements.

Peu après, la mort frappait à son tour le vétéran du Bureau politique Mikhaël Souslov, semble-t-il profondément ébranlé par les révélations sur le scandale et, à mon avis, affecté essentiellement par ses répercussions directement politiques sur le précaire équilibre de la direction collective.

L'homme qui était à l'horizon de ces coups de boutoir répétés, qui allaient définitivement affecter l'issue de la lutte entamée par la succession de Brejnev, n'était autre que le chef du KGB, Youri Andropov, et la campagne anticorruption dont il venait là de donner le coup d'envoi devait, neuf mois plus tard, en faire le maître très provisoire de l'Union soviétique.

La prise du pouvoir et le bref règne d'Andropov porteront la

marque indélébile de sa lutte contre la corruption au sommet de la société soviétique ; alors que ses autres projets de réforme n'auront qu'une formulation purement programmatique, celui-là sera poursuivi avec opiniâtreté et acharnement sur les individus, tant qu'Andropov sera animé d'un souffle de vie : fin janvier 1984, une semaine avant sa mort, il conduisait depuis son lit d'hôpital les prodromes de la grande offensive contre son futur successeur, Constantin Tchernenko, en accablant de révélations désagréables la direction locale du parti en Moldavie où officie encore le propre fils de son rival. Le nettoyage de cette République périphérique faisait lui-même suite à une série ininterrompue de mises en cause de hauts responsables : pendant l'été 1982, deux importants secrétaires régionaux étaient ainsi destitués : il s'agissait de Medunov, de Krasnodar (Caucase du Nord), le « gardien » des datchas méridionales de Brejnev, plus tard exclu du Comité central, et de Roussakov, de Gorki, dont le propre frère est toujours, au sein du secrétariat, responsable des rapports avec les partis frères du Bloc (Section Etranger Socialiste).

Enfin, dans les jours qui suivent la mort de Brejnev, le ministre de l'intérieur, Chtchëlokov, est balayé par ses ennemis du KGB : il finira exclu du parti, et son épouse, témoin de sa déchéance, se donnera à son tour la mort.

Etendue à tout le Bloc soviétique, la campagne de moralisation a diversement affecté la Pologne des militaires (exclusion du parti des anciens ministres Jaroszewicz et Sczepanski, assignation à résidence, au même motif de corruption personnelle, de l'ancien secrétaire général Edward Gierek), la Tchécoslovaquie normalisée (la découverte d'un trafic d'héroïne à grande échelle entre la Slovaquie et l'Autriche aurait dû impliquer l'entourage même du président Husak), ainsi que la Bulgarie où s'esquissait, peu avant la mort d'Andropov, la mise en cause de l'entourage de la défunte fille de Todor Jivkov. Terminons cette énumération avec l'Oubzbekistan, où la mort du premier secrétaire Charaf Rachidov, à l'automne 1983, avait ouvert la voie à une campagne de rectification, menée tambour battant par le KGB local et qui dure encore au moment où nous écrivons.

L'offensive anticorruption d'Andropov, poursuivie par ses proches collaborateurs et freinée de plus en plus par son successeur Tchernenko, dont le premier geste public a été de recevoir officiellement les enfants Brejnev, a, on le comprend d'emblée, pour grande caractéristique de prendre pour cible principale les élites du régime, mettant en cause, implicitement, leur abandon des normes de comportement communiste. Moyen de lutte pour le pouvoir, cette politique

a eu aussi l'ambition de proposer aux larges masses de la population de nouvelles règles du jeu : la presse moscovite s'en prenait aux privilèges du *Blat* (le piston) et révélait qu'il était virtuellement impossible à un citoyen normal d'accéder à un bien rare, comme une place au Bolchoï. Bientôt, les polices, réorganisées sous la houlette d'un KGB en pleine militarisation, se voyaient confier la tâche de relever la productivité horaire du travail en faisant la chasse à la petite corruption individuelle des ouvriers, dont chacun sait que les deux piliers sont l'absentéisme et le chapardage. Symboliquement, lors de sa première visite d'usine, Andropov avait exigé, en rupture avec les habitudes brejnéviennes, que les ouvriers continuent leur travail pendant son inspection.

On passait ainsi d'une mise en cause de quelques grands feudataires peu appréciés du peuple à la volonté de remettre au travail la grande majorité de la classe ouvrière soviétique, dont l'apathie quotidienne a pu de plus en plus être considérée comme une forme particulière de grève perlée. Là, les objectifs d'Andropov, plus ambitieux, ne semblent guère avoir été atteints, après un relèvement mécanique des résultats mensuels de productivité : dès la fin de l'hiver 1983, la campagne anticorruption marque le pas, et ses adversaires, toujours majoritaires au Bureau politique, lui imposeront à tout le moins un freinage du rythme qui équivaudra bien vite à un abandon des objectifs de la campagne.

Tel est le bilan de la lutte entreprise contre la corruption en Union soviétique dans les années 1981-1984. Au-delà des résultats sociologiques très discutables, cette bataille de grande ampleur est, on le voit d'emblée, un moyen essentiel de lutte pour le pouvoir. N'en a-t-elle été que le masque provisoire ? A mon avis, on peut, tout au contraire, soutenir la thèse inverse : c'est la gravité exceptionnelle prise par le développement impétueux de la corruption, sous toutes ses formes et à tous les niveaux de la structure sociale, qui en a fait le point de passage obligé du conflit au sein de l'élite au pouvoir. Un livre récent (1) n'hésite pas à parler de « cleptocratie » pour définir les pratiques courantes de la cour brejnévienne des dernières années du règne.

Pourtant, il faut d'emblée élever une objection aux modalités choisies par des Soviétiques officiels pour parler de cette corruption puisque, en théorie tout autant qu'en pratique, ils s'attachent à confondre prévarications des Grands et petites soustractions du peuple, trafics parallèles à grande échelle et abus de pouvoir de certaines autorités.

(1) Patrick Merey, ancien chef du bureau de l'AFP à Moscou.

C'est volontairement que sont ainsi confondus ce qui, en Occident, ressortit du public ou du privé, du politique ou du social, des dominants ou des dominés. Sans doute peut-on discerner, dans cette opération de confusion des genres, la dénégation typiquement soviétique des distinctions dans le social, et entre société et Etat. Notre travail d'élucidation propre en est, par conséquent, tout tracé : il faudra d'emblée procéder aux séparations nécessaires, et pour cela opérer tout d'abord sur le mode génétique, en distinguant ce qui a pour origine un processus volontaire de l'Etat communiste et ce qui appartient en propre à la résistance populaire, à la forme de socialisation dominante en URSS.

Car il y a, bien entendu, deux corruptions bien distinctes en Union soviétique, quels que soient les efforts des autorités pour ne mettre en relief que la seconde et nier jusqu'à l'existence de la première : il faut donc rendre à César ce qui lui revient et envisager la corruption des dominants dans et par l'appareil du parti, avant d'envisager plus classiquement la corruption des dominés, l'économie parallèle. Il faut avoir à l'esprit les traits de violence inouïe de l'instauration du système stalinien, à partir de la collectivisation forcée de 1930-1932, pour comprendre le *modus operandi* de la « corruption du parti ». A partir de 1930, le Parti stalinien déclenche de véritables opérations de guerre contre la société rurale et ses correspondants urbains, qui entraînent une véritable spoliation d'une fraction, sans doute majoritaire, de la population soviétique. Bientôt la répression touche à son tour la masse du Parti communiste et, par elle, de l'intelligentsia urbaine des grands centres du pays. Cette catastrophe sociale, au sens quasi mathématique de l'expression, engendre des comportements entièrement nouveaux de l' « élite » : la subversion généralisée du corps social a pour corollaire un affaiblissement, voire une disparition de l'éthique bolchevique, dont les traits saillants ressortissent du puritanisme laïc imposé en Russie par la première génération populiste. Désormais, le niveau de sublimation de l'appareil politique s'abaisse proportionnellement plus vite que la barrière de la loi. Non seulement le meurtre est légitimé — ce qui était déjà le cas, avec des nuances, dans la phase léniniste de la Révolution pour peu qu'il trouve une justification politique — mais ensuite l'enrichissement personnel des soutiens du régime devient objet d'approbation, pour peu que les incréments matériels soient obtenus sous des formes non marchandes : la baisse de l'argent et de tout ce qui ressemble à ce que Kantorovitch appellera plus tard des « évaluations objectivement déterminées » des biens oppose cette période à l'expansion de la circulation marchande sous la NEP.

En revanche, l'enrichissement de type féodal, c'est-à-dire fondé sur l'expansion des rapports d'homme à homme, est désormais légitimé par le parti : ce système, particulièrement visible au sommet du pouvoir où s'installe un genre de vie qu'on peut baptiser du nom de « stalinisme palatial », descend jusqu'aux tréfonds de la société industrielle en cours d'édification : dans ce vaste et violent rebattage des cartes du jeu social, deux phénomènes concourent particulièrement à l'ampleur de la corruption : la pénurie généralisée de biens de consommation et l'extrême instabilité des positions sociales. La labilité des critères de promotion dans une économie en expansion permet la promotion en masse des partisans avérés de la nouvelle dynamique : ceci implique que l'on abaisse, voire que l'on supprime entièrement, les critères de compétence, les examens anonymes, l'égalité des citoyens devant les charges publiques, tous principes qui demeuraient affirmés, quoique démentis par la pratique, dans les années vingt. La pénurie générale a très vite court-circuité les instances de marché pour concentrer les biens rares (logements décents, automobiles de service, vacances, soins médicaux, nourriture soignée, vêtements) dans des centres de distribution politiques : toutes les formes de prospérité sont littéralement retirées de la sphère de la circulation marchande pour devenir des éléments de récompense de l'appareil politique, en son propre sein ou au bénéfice d'éléments de la population jugés indispensables au développement (savants, ingénieurs, généraux, acteurs et ballerines, travailleurs de choc). Certaines attitudes politiques difficiles à obtenir des individus (délation, autocensure, actes de violence contre des collègues ou des parents) seront également des moyens d'accès à des biens rares, répartis hiérarchiquement.

On peut donc résumer les effets de ces deux causes fondamentales de corruption — pénurie et instabilité politique — en trois grands traits : système discrétionnaire, développement très rapide du patronage personnel (réféodalisation de la société), et monopole politique de l'enrichissement.

Le système est discrétionnaire : la promotion, le niveau même du salaire (dont les primes diverses peuvent représenter jusqu'à 80 %) sont entièrement déconnectés de règles administratives stables (en dehors de ces deux îlots de résistance que sont l'armée et la recherche scientifique de haut niveau). On voit ici la hévue qui consisterait à faire du stalinisme « classique » un règne de la bureaucratie : rien de moins conservateur, hélas, qu'un système où n'existe aucune fonction publique indépendante d'un parti, lui-même renouvelé dans ses effectifs à plus de 50 % entre 1934 et 1939. Dans ce monde, comme l'écrira plus tard le compositeur Chostakovitch, « ma quatrième sym-

phonie aurait pu à n'importe quel moment devenir la deuxième symphonie de Khrennikov (le président de l'Union des Compositeurs) ». Pour en demeurer au domaine intellectuel, l'importance des cas de plagiat — le plus célèbre demeurant le *Don paisible* du prix Nobel de littérature Mikhaël Choloknov — révélant l'existence d'une véritable économie de spoliation, qui accompagne la raréfaction de l'expression publique des créateurs.

Dans cette société qui utilise pour sa palingénésie les méthodes de la guerre ouverte de tous contre tous, le « droit à la sûreté », dont Blandine Barret-Kriegel a, dans un récent ouvrage (2), montré le caractère fondateur pour le droit moderne, recule pour bientôt disparaître, après les purges de 1937. Le résultat ne se fait pas attendre : chacun cherche au-dessus de lui un protecteur personnel dont le patronage devient nécessaire à tous les moments importants de l'existence, et qui encaisse au passage les émoluments de sa protection. Il se constitue ainsi — autour de chaque dirigeant du Bureau politique une — petite cour — en russe un *khvost*, une « queue » — qui l'accompagne dans ses montées comme dans ses descentes : la guerre parfait le système en y incluant une influence militaire, plus diffuse il est vrai (ainsi de Khrouchtchev avec les maréchaux du groupe dit de Stalingrad). L'amoncellement des cadeaux offerts à Staline à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire exprime, dans une symbolique frappante, ce retour pathétique à une circulation féodale, non monétaire, des biens et des services, polarisée par le sommet politique du système et redistribuée par ses soins — car c'est le dernier trait de ce système classique : il ne tolère que très mal d'autres modalités de distribution de la richesse.

Passons sur le problème économique d'une évaluation objective des coûts, qui a entraîné les distorsions durables du système des prix. L'essentiel est que l'enrichissement individuel est entièrement condamné par le système, au nom des résidus d'idéal socialiste qu'il diffuse, au bénéfice d'un enrichissement politique légitime : amasser des comptes d'épargne pour acheter des biens de consommation est, dans cette période, un exercice vain : les automobiles, les appartements, les soins médicaux ne sont pas à vendre. Le seul moyen de les obtenir consiste à jouer le jeu du parti, afin de parvenir à la voiture de fonction, etc. Dans ces conditions, le développement d'une consommation de masse peut être un coup politique très grave porté à l'appareil du parti, qui cesse par là même d'être le détenteur des clefs de l'enrichissement. Il y a là un élément de résistance à l'expan-

(2) *L'Etat et les esclaves.*

sion de la richesse sociale, qui n'est pas négligeable, dans les vieilles générations de la promotion stalinienne.

L'autre concurrence qu'il a fallu réduire est représentée par l'aristocratie du mérite, qui consomme une part du surplus politique (Sakharov fut longtemps logé dans la même résidence que Kossyguine), sans rapport direct de vassalité. Il était conséquent avec le système ainsi conçu qu'un Jdanov cherchât après la guerre à enrayer le développement de la « méritocratie » en lançant campagne sur campagne contre les militaires professionnels, les savants, les artistes, et autres « cosmopolites ». Il faut revenir, pour l'expression « cosmopolite », à son sens propre par-delà la polémique antisémite de l'époque : ce qui était visé par là, c'était aussi l'établissement de la valeur marchande d'un intellectuel ou d'un artiste à travers le marché mondial de la science ou du spectacle, en concurrence avec le mode de prémiation directement politique du pouvoir : d'où la création des prix Staline rivaux du prix Nobel, des Spartakiades concurrentes des Jeux olympiques, etc. Encore aujourd'hui, le régime s'est permis le luxe de déclarer professionnellement incompétent le violoncelliste Rostropovitch et de refuser de promouvoir au rang magistral le grand mathématicien juif, Margulis, par ailleurs titulaire de la médaille Fields.

Une objection peut toutefois être d'emblée formulée : peut-on, dans ce système, parler de corruption à partir du moment où ces abus de pouvoir deviennent entièrement fonctionnels au système, jusqu'au point où le régime tente, à leur propos, un début de légitimation ?

A mon avis, il faut, en effet, parler de corruption par en haut, dans la mesure où, malgré la prégnance des nouveaux rapports sociaux féodaux, ceux-ci ne sont pas parvenus à asseoir leur légitimité sur une forme quelconque de consensus : l'aspiration populaire à un Etat de droit fondé sur l'égalité et l'anonymat des citoyens est telle qu'elle continue, malgré les évidences empiriques, à fonder les principes de la société soviétique. Des poches de néguentropie (de non-corruption, pour être clair) demeurent, même à l'apogée du stalinisme : ainsi des examens d'entrée aux universités qui, certes, à travers les épreuves de marxisme-léninisme et le favoritisme, présentent des défauts considérables, mais qui, bon an mal an, assurent la promotion d'un personnel instruit selon des critères professionnels réels, notamment après 1950. Ce sont les générations issues de ce système institutionnel de sélection qui, aujourd'hui, notamment au sein du parti communiste, présentent les aspirations antiféodales les plus évidentes.

C'est la raison pour laquelle, dès le début des années 50, une aspiration à une restauration de l'Etat en URSS se fait jour aussi bien dans les élites les plus lucides (un Malenkov, par exemple) que dans le peuple, en particulier dans les grandes villes. Le mot d'ordre de restauration de la « légalité socialiste » adopté au XXe Congrès, tout autant qu'une fin de répression sanglante, signifie aussi une restauration des critères de professionnalité et le respect de l'égalité juridique de chacun. A cet égard, l'œuvre de juristes qui, tel Srogovitch, s'efforcent, à cette époque, de restaurer un droit civil et un droit public s'inscrit largement dans cette perspective, largement avortée, pour l'essentiel, dès le début des années 60.

Précisément, c'est en regard de cet échec de la juridification de la société que se développe impétueusement la propension à consommer de la population, une fois que certaines limites répressives se voient levées. Cette préférence à la liquidité dans une société qui confisque l'investissement entre les mains de l'Etat central est à son tour une seconde source de corruption. Ainsi, à la corruption officielle, autoritaire, s'ajoute une corruption par en bas, démocratique, d'une redoutable efficacité sociale. Celle-ci est maintenant bien connue des soviétologues sous le nom d' « économie parallèle ». Le développement industriel et l'affaiblissement du contrôle social procurent, en effet, dans les villes une abondance relative de biens qui, soustraits aux circuits officiels, retrouvent un prix élevé et assurent l'enrichissement d'une foule d'intermédiaires. Ce rétablissement subreptice des circuits marchands s'effectue contre les autorités politiques, mais bénéficie nécessairement de la tolérance des rangs intermédiaires de l'administration qui en sont les premiers fournisseurs et consommateurs.

Il n'est pas jusqu'à la déstalinisation qui, en diminuant la part du politique dans la hiérarchie sociale, ne fournit un aliment inattendu au marché parallèle en faisant naître, par amertume et cynisme, un comportement mercantile chez les cadres moyens du parti. Dans la lassitude généralisée de la soeiété soviétique envers un idéal social pervers qui ne fait plus guère d'adeptes, la corruption par en haut et la corruption par en bas font ainsi leur jonction. Il serait, à mon avis, néfaste d'exalter le trafiquant de marché noir en en faisant la figure en plein devenir de l'entrepreneur moderne brimé par la réglementation de l'Etat-parti. Il est exact que dans les pays voisins : Hongrie, Yougoslavie, RDA, où l'initiative privée a été réintroduite, les marchés recréés ont absorbé une part importante de l'économie parallèle. Toutefois, le marché noir, la *Sukharievka*, n'est pas vraiment une remise en ordre tacite des rémunérations : fonctionnelle encore au système oppressif, elle favorise certaines couches sociales

qui sont en position de force, mais aggrave aussi la situation de celles qui n'ont rien à vendre dans la circulation parallèle (enseignants, femmes au travail, personnel de santé). En revanche, l'économie parallèle, en introduisant un flux permanent de biens et services souvent indispensables, crée des tensions inflationnistes et absorbe des ressources importantes, aussi bien en termes d'épargne que d'heures de travail. Pour se procurer certains biens qui n'existent qu'au marché noir, la plupart des Soviétiques trompent consciemment l'Etat en effectuant des travaux parallèles, ou encore en soustrayant du capital à des fins personnelles. De proche en proche la révolte micro-économique des citoyens consommateurs grippe un à un les rouages de l'appareil de production.

Il y a désormais un cercle vicieux qui s'instaure : pour briser le marché noir, il faut combattre l'indiscipline au travail qui l'alimente : mais celle-ci se traduira par une paupérisation de ceux qui devront renoncer au double travail, sans pour autant accéder à une consommation d'Etat améliorée.

C'est la raison pour laquelle les tenants de la stabilité du système ne cherchent pas à l'avenir à combattre réellement l'économie parallèle. Il leur suffira de la délégitimer et d'en limiter l'expansion afin de laisser au privilège strictement politique la place prépondérante dans les facteurs d'enrichissement des individus.

Inversement, on le voit, une victoire sur la corruption suppose tout en même temps une manœuvre macro-économique de grande ampleur en faveur de la consommation et un effort considérable pour imposer, face au féodalisme ambiant, une renaissance vigoureuse du droit bourgeois et de la primauté de l'Etat.

C'est au seuil de ce programme que s'est arrêté Andropov. L'avenir dira si ses successeurs ont envie de le mener à terme : le démantèlement du primat du parti, principale source de la corruption des citoyens.

Ph. DECRAENE. — **Corruption in Black Africa.**

According to the author, corruption is not a specific trait of the contemporary African societies. Of course, the corrupting power of money causes great damage in Africa and cannot only be explained by the brutal change in some of the social structures. Yet, the very concept of corruption is basically foreign to the traditional African mentality. So, the accusations of corruption brought against the African leaders, which are today more and more justified, call for some qualifications and explanations. It is also true that the sanctions imposed on the corrupters, or presumed corrupters, quite often have ulterior motives.

RÉSUMÉ. — *Selon l'auteur, la corruption ne constitue pas une des spécificités des sociétés africaines contemporaines. Certes, le pouvoir corrupteur de l'argent étend ses ravages en Afrique et ne s'explique pas exclusivement par la mutation brutale de certaines structures sociales. Néanmoins, le concept même de corruption est fondamentalement étranger à la mentalité africaine traditionnelle. Aussi, les accusations de corruption portées à l'encontre de responsables africains, aujourd'hui de plus en plus fréquemment fondées, appellent-elles nuances et explications. De même, les sanctions prononcées à l'encontre des corrupteurs, ou supposés tels, sont souvent loin d'être dépourvues d'arrière-pensées.*

Alexandre ADLER. — **The problem of corruption in the USSR.**

During the short reign of Andropov the problem of corruption became one of the priorities in the Sovietic political agendum. The word is still very ambiguous in the USSR. The author of this article will try to differenciate between the corruption organized under Stalin by the party itself and a corruption which can be interpreted as a spontaneous effort of the people to get richer and the unconscious restoring of basic economic categories. A significant decline of corruption in the USSR would imply both a decisive progress in the juridical order and macro-economic reforms in favour of the consumers.

RÉSUMÉ. — *La brève période de direction d'Andropov a mis au premier plan de l'agenda politique soviétique le problème de la corruption. Le terme demeure en URSS marqué d'une grande ambiguïté. L'auteur de l'article s'efforce ici de différencier la corruption organisée, sous Staline, par le parti lui-même, et celle qui peut être interprétée comme une recherche spontanée d'enrichissement du peuple et un rétablissement inconscient des catégories économiques fondamentales.*

Un dépérissement de la corruption en URSS suppose tout à la fois un progrès décisif dans l'ordre juridique et des mesures de réforme macro-économiques en faveur des consommateurs.